

Déclaration de la **CGT** PE ARA sur le recueil de vote sur la politique de sureté

Pour la **CGT** Pôle emploi et ses élu-es au CSE, l'analyse du contexte - qui justifie la mise en œuvre de cette politique de sureté - renvoie à un "sentiment sécuritaire" non objectif et s'apparente dans la période à placer le "sécuritaire" comme non conditionné par la détérioration des conditions de vie liées à la crise sanitaire, économique et sociale. Par ailleurs, placer dans le même chapitre et au même niveau : incivilités, agressions verbales, envahissement (syndical ?)... et terrorisme relève de l'indécence et de l'escroquerie intellectuelle.

La "culture de sureté" déclinée à tous les niveaux allant jusqu'aux "ambassadeurs" sur site renforce la vision de l'usager-e comme un ennemi potentiel ; l'"*attention particulière portée aux problématiques de radicalisation*" témoigne d'une "islamophobie" qui ne dit pas son nom et d'une stigmatisation contraire aux principes du Service Public que nous défendons.

Les agent-es de Pôle emploi ne sont pas des auxiliaires du ministère de l'intérieur.

Leur généralisation sera autant d'outils de contrôle et de surveillance des usager-es et des agent-es.

Travailler en sécurité, c'est, pour la **CGT** Pôle emploi :

- ⇒ Avoir des sites ouverts et des agent-es qualifiés et en nombre suffisant quel que soit la dominante pour être en capacité de répondre directement et, si possible dans l'instant, aux attentes et aux besoins des usager-es ;
- ⇒ Avoir les moyens suffisants à l'exercice de nos missions en commençant par la titularisation de tous les collègues en contrat précaire ;
- ⇒ Arrêter la segmentation des publics et le pilotage par les résultats qui ne répondent pas aux besoins des usager-es ;
- ⇒ Mettre fin à l'individualisation croissante de nos activités qui transfère la responsabilité de l'institution vers les agent-es ;
- ⇒ Favoriser la prévention par le biais de conventions avec les services sociaux, les associations de quartiers... plutôt que s'en tenir à une unique logique répressive.

Pour ces raisons, la **CGT** Pôle emploi et ses élu-es au CSE se prononceront contre la Politique de sûreté de Pôle emploi et ses modalités de sa mise en œuvre.